

le monde libertaire



Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
21 au 27 mai 1998

10,00 F

La réduction du temps de travail sans concessions

LE 12 MAI DERNIER, LA C.F.D.T. rassemblait ses troupes au stade Charley pour y exposer sa vision de la réduction du temps de travail... Tout comme pour le gouvernement Jospin, l'heure est à l'autosatisfaction. La C.F.D.T. non seulement assume sa trahison de novembre décembre 1995 - elle soutient depuis cette date le plan Juppé de démantèlement de la sécurité sociale - mais en plus, n'hésite pas à présenter son action pour la réduction du temps de travail comme... révolutionnaire ! Quand on sait que la direction de la C.F.D.T. (soutenue par une grande partie de sa base) a accepté toutes les concessions (baisses des salaires, flexibilité accrue etc.) le discours de Nicole Notat peut être reçu pour ce qu'il est : une véritable insulte à tous ceux et celles qui, aujourd'hui, tentent de se mobiliser pour défendre les « acquis sociaux »...

Embrouillez, embrouillez, il en restera toujours moins

Côté C.G.T., les positions sont loin, très loin d'être nettes. Elles seraient même clairement... fourbes ! Voulu depuis quelques années déjà se recentrer sur un type de syndicalisme plus revendicatif que contestataire (on se rappellera que la C.G.T. a rayé de ses statuts la référence à l'abolition du salariat en décembre 1995), la C.G.T. continue de rouler des mécaniques et à « beugler » mais tout l'appareil est appelé à se conformer au réalisme de la négociation. D'ailleurs, les termes de dialogue social, voire de paritarisme sont de plus en plus fréquents dans le vocabulaire cégétiste. Viannet affirmait encore récemment sa « volonté de dialogue » avec Ernest-Antoine Seillere, le « président-tueur » du C.N.P.F. Aux dires du patronat, les deux hommes se seraient même « trouver d'étonnants points de convergences » (*Le Monde* du 8 mai 1998). Là encore, rien ne semble étouffer la verve des leaders : pour Viannet les 35 heures ne sont pas moins que « la plus grande avancée depuis 1936 » ! La ligne cégétiste est définie, et c'est le minimum syndical, le plus banal et le plus réformiste qui soit : « créer des emplois, revaloriser les salaires, transformer le travail à l'occasion de la mise en œuvre des 35 heures ». On peut chercher des différences fondamentales avec les positions de la C.F.D.T., on n'en trouvera pas.

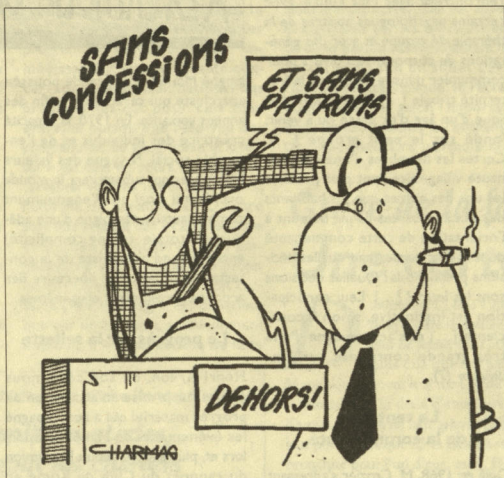
ISSN 0026-9433 - N° 1124

M 2137 - 1124 - 10,00 F



Chez Force Ouvrière, les instances dirigeantes sont plus occupées à mener campagne contre la C.F.D.T. (afin de remonter aux élections professionnelles), que de s'occuper d'une véritable mobilisation. La critique, *a priori* louable, du partage du travail (partage de la misère sauce « catho de gauche ») a été totalement détournée par les responsables de cette Confédération. Concrètement, la seule campagne menée sur le thème de la durée du temps de travail s'est traduite par des pétitions pour la

Leur marge de manœuvre est donc étroite. Mais que nos propos soient bien compris : cette condamnation sans appel des bureaucraties syndicales n'est pas une condamnation de l'ensemble des militants de ces organisations ! Il n'est pas non plus question ici de privilégier une quelconque organisation syndicale en terme de « consignes d'adhésion ». Mais nous devons prendre en compte des faits incontestables : d'une part le syndicat demeure un outil incontournable pour organiser la résis-



réforme de la préretraite progressive (l'ARPE). Une perspective on ne peut plus modérée et réformiste (cette mesure étant censée créer quelques 150 000 emplois...).

Ne comptons que sur nous-mêmes !

Le double langage est devenu une technique partagée par toutes les bureaucraties syndicales au-delà des différentes étiquettes. Une pincée « d'antilibéralisme » par-ci et une cuillerée de « considérations réalistes » par là... Les leaders syndicaux, n'ont rien à envier aux politiciens et sont depuis longtemps passés maîtres dans l'art de justifier tout et son contraire, ou presque.

Quelle conclusion tirer de tout cela ? Il est évident que les travailleurs ne pourront compter que sur eux-mêmes pour ne pas subir les conséquences de l'application des 35 heures. Nous l'affirmons ici : l'ensemble des directions des appareils syndicaux s'apprentent à trahir leur base. Parce que toutes sont avides de conserver leur pouvoir dans le système actuel, aucune ne veut prendre le risque de déclencher des processus de ruptures.

ance des salariés et de l'autre, il existe aujourd'hui, dans chacune des principales organisations comme la C.F.D.T., la C.G.T. et F.O. des travailleurs qui en ont assez des couleuvres que les apparatchiks tentent de leur faire avaler, assez des slogans creux jamais suivis d'effets, assez des journées symboliques de grèves qui ne servent qu'à agiter une étiquette sans développer de luttes réelles, assez de l'enfermement corporatiste ! Ce phénomène explique notamment l'émergence et le développement de syndicats comme S.U.D. (qui reste toutefois largement contrôlé par une génération de militants gauchistes et néo trotskistes). Ce qui explique bien entendu aussi le développement de la C.N.T., syndicat rassemblant des anarcho-syndicalistes et des syndicalistes révolutionnaires, organisation avec laquelle la Fédération anarchiste ne peut entretenir que des relations fraternelles et fructueuses. C'est certainement dans cet ensemble de « minorités », au fur et à mesure des luttes sociales que pourra naître une recombinaison digne de ce nom des organisations ouvrières. À nous de savoir créer les ponts adéquats, les espaces de discus- ●●● page 8

● Lyon : attentat fasciste
● contre le planning
● familial

page 3

● Grande-Bretagne :
● l'année Blair

page 5

EDITORIAL

La gauche plurielle affirme vouloir lutter contre les inégalités sociales. Pour tenter d'expliquer le gouffre existant entre ce discours et la triste réalité, le gouvernement invoque la nécessité d'une gestion « responsable » face à des revendications « irréalistes ». Ce raisonnement condescendant, propre aux élites, insiste sur les trésors de pédagogie que doivent déployer nos « pauvres » dirigeants, l'ignorance du bon peuple expliquant son impatience.

Les chômeurs s'organisent et luttent. Aubry et Jospin entonnent en chœur : vos revendications sont légitimes... mais les caisses sont vides. Les exemples démontrant l'hypocrisie d'une telle argumentation sont légion. Dernier en date, la réforme en cours du régime des stock-options est un véritable scandale. Vous connaissez mal les stock-options ? C'est normal, vous n'êtes pas concernés par cette forme d'intéressement. Elles sont réservées aux dirigeants d'entreprise et à un petit nombre de cadres.

Le système est simple : ces salariés aux revenus déjà faramineux se voient offrir des plans d'options de souscriptions ou d'achats d'actions à prix réduits. Il suffit aux heureux bénéficiaires d'attendre tranquillement, l'œil rivé sur la Bourse, pour lever leurs options, c'est-à-dire les vendre, et réaliser ainsi de juteuses plus-values. Rappelons que la Bourse de Paris vient de franchir pour la première fois le seuil des 4000 points, l'indice CAC 40 ayant gagné 34% en quatre mois.

Jusqu'en 1996, ces plus-values étaient imposées au taux ridicule de 20%. Arthus, ministre des Finances sous Juppé, jugeant lui-même cet avantage fiscal exorbitant, a fait majorer le prélèvement fiscal pour les options levées dans les cinq ans qui suivent leur attribution tout en assujettissant ces plus-values aux cotisations sociales.

Depuis, bien évidemment, plusieurs associations patronales n'ont pas cessé de dénoncer cette mesure, pourtant bien timide. Cet appel au secours a été entendu. En avril, Didier Migaud (PS), rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, a déposé un amendement, inspiré par Strauss-Kahn, remettant partiellement en cause le dispositif Arthus. Il prévoit notamment de rétablir l'exonération de cotisations sociales pour les options attribuées avant janvier 1997 par les sociétés de moins de quinze ans. Le Sénat s'est engouffré dans la brèche, étendant cette exonération à toutes les entreprises françaises.

Depuis, Jospin s'est exprimé sur ce sujet, le 12 mai à l'occasion des « assises de l'innovation ». « Nous devons savoir récompenser la prise de risque pour ceux qui font le choix d'entreprendre » a expliqué notre Premier ministre socialiste. Jospin maîtrise parfaitement la langue de bois. Le propre du système des stock-options est justement d'écarter tout risque : les bénéficiaires ne perdent rien s'ils ne réalisent pas leurs options qui restent alors purement virtuelles.

Les chômeurs apprécieront cette touchante attention...

Mai 68, un formidable amplificateur

LE MAI FRANÇAIS SE FONDRE avant tout sur le refus implicite de la vie « bourgeoise », considérée comme mesquine, médiocre, réprimée, oppressive. C'est à une contestation globale de cette société adulée que la France est confrontée.

« C'est l'heure de la renaissance intellectuelle de l'anarchisme parfumée de marxisme libertaire et de situationnisme » (1).

Au contraire des militants politiques (trotskistes et maoïstes) totalement absorbés par la révolution dans le Tiers-monde, les anarchistes et les situationnistes ont tendance à insister sur le besoin libertaire (« hic et nunc »). La révolte naît spontanément de réactions en chaîne. C'est à la constellation du « 22 mars » qu'échoit le rôle d'agent de propagation de cette révolte, avec Daniel Cohn-Bendit et ses camarades libertaires (ou non) de Nanterre. « Cohn-Bendit est bien l'image et le symbole de la créativité anarchiste de ces masses juvéniles, de la démocratie directe. La plupart des étudiants et des jeunes sont rétifs aux « politiciards » (2).

Certains ne vont pas manquer, même parmi les sympathisants du mouvement, de mettre en garde les jeunes contre le « nihilisme » qui le baigne. En fait, ce qui les gêne, c'est plus sérieusement son libéralisme ou son anarchisme. car le vent est à l'utopie concrète en cette période. Le pouvoir, sans majuscule, est à l'imagination.

La Commune étudiante

La commune étudiante est presque une révolution de l'aveu même d'Edgar Morin, tant celle-ci va jouer en une seule partition révolutionnaire toutes les révolutions rêvées, agrémentées de tous les défis à l'ordre établi. « Elle est riche, folle, géniale comme une révolution. Comme une révolution elle est une explosion utopique [...]. Comme une révolution, elle est une extase de l'Histoire. Comme une révolution, elle fait communiquer les individus et les groupes qu'elle transporte dans la fraternité et la générosité [...] » (3). Même s'il apparaît qu'Edgar Morin reste encore imprégné de l'expé-

rience du « communisme d'appareil » et de ses « bienfaits », il ne peut se soustraire à l'idée que la révolution de mai « a construit un avenir qui concerne toute la société » dans l'expérience utopique vivante. Le refus des compromis est redevenu exemplaire.

Claude Lefort pense, quant à lui que l'atteinte portée à l'autorité dans un premier temps universitaire et ensuite à l'autorité institutionnalisée, a aidé à faire sauter l'interdit qui entravait jusque là les travailleurs confrontés à l'action directe, face aux bureaucraties et au pouvoir d'État. C'est l'inévitabilité des règles qui soutiennent et pérennisent l'organisation sociale, qui vient de vaciller. Ceux qui entraînent la contestation au plus loin dans la critique de la société bourgeoise, jouent une partie « politique ». Mais, c'est l'action directe et la provocation qui permettent, dans ce cadre, de changer les données du jeu politique traditionnel. En fait, les « agitateurs » mettent l'institution dans l'impossibilité de fonctionner et l'autorité, hors d'état de s'exercer. L'illégalité est érigée en mode de contestation.

La contestation des hiérarchies militantes

Le mouvement du 22 mars, qui est à l'image des jeunes, fonctionne sans dirigeants, sans hiérarchie, sans discipline. Ce mouvement n'épargne personne, dans ce sens qu'il conteste même les « professionnels » de la contestation. Claude Lefort écrit, en juin 68 : « Dans une société saturée de discours et d'organisations, où la parole et l'action sont assignés à résidence, où il faut avoir sa place [...] ils [les « enrégés »] créent un nouvel espace » (4).

Dans la mesure où le mouvement prend une tournure anti-autoritaire, et compris dans le monde du travail, cette révolution s'emploie à généraliser sa contestation du pouvoir. Ainsi, Edgar Morin écrit : « Mai 68, au moins dans ses toutes premières journées d'occupation, renoue avec la grande source libertaire du mouvement ouvrier français » (5).

Une révolution plongée dans l'exigence égalitaire et libertaire, qui

condamne toute autorité non déléguée et non révoquée. Par leurs actes remplis d'audace, par leur collectivisation spontanée, les jeunes font éclater les carcans « bureaucratiques ».

Le mouvement s'emploie à traquer partout, la division dirigeants-dirigés. La hiérarchie est combattue dans toutes ses formes. À leur place, la gestion directe et autonome des diverses activités retrouve son rôle. Cette gestion autonome, écrit J.M. Coudray « doit être menée par les collectivités qui les accomplissent [les activités] » (6).

Michel Crozier découvre dans les événements de Mai 68, des enrégés qui, avec le « prophète Cohn-Bendit », réussissent à résoudre la quadrature du cercle de la démocratie directe : une foule avec des individus qui s'expriment sans organisation, où la spontanéité est permanente, ouverte et « bon enfant ». Mais Michel Crozier voit dans l'ambiance de ces événements, « une sorte d'état délirant ». La poussée anarchiste de la fin des années soixante, il la qualifie d'« aussi généreuse que naïve ». Les jugements qu'il porte sont teintés d'une certaine subjectivité, liée très certainement à son particularisme idéologique. Il déclare ainsi : « les enrégés de Nanterre se rencontrent avec Mac Luhan, avec certains psychologues apôtres de la thérapie de groupe et avec des générations de corporatistes divers pour communier dans le mythe de la fraternité tribale [...]. Une vision idyllique d'un âge d'or passé ou à venir, fondé sur le petit groupe [...] ». Certes les membres d'une communauté villageoise sont plus proches les uns des autres que les habitants des H.L.M. Certes ils participent à l'orientation de cette communauté dont ils font partie, mais quelles décisions prennent-ils ? Quelles décisions sont les leurs ? [...] Leur participation est instinctive, sinon inconsciente [...] et s'accompagne d'une très grande contrainte sur l'individu » (7).

La tentation de la communauté

Déjà en 1968, M. Crozier s'adressant aux étudiants (le 20 mai) analyse le mouvement de cette manière : « ... Il y a dans votre mouvement la tentation de la communauté close, du groupe idéal, autonome et complet » (8). Son mode d'évaluation théorique, comme nous pouvons le constater, l'éloigne alors, indiscutablement de la compréhension d'une « crise révolutionnaire » qui n'emprunte pas les voies « normales » qu'il lui assigne ! Incompréhension, partielle peut-être, quand M. Crozier limite « la nostalgie communautaire [...] » à une crainte devant les difficultés psychologiques du choix, de la confrontation à autrui, une angoisse devant la liberté et le risque » (9).

L'engouement communautaire témoigne d'un malaise qu'il faut prendre au sérieux, pense M. Crozier, même si, sans sourcilier, il n'attribue aucun intérêt à la communauté : « [La petite communauté] n'a jamais eu le moindre intérêt comme solution, ou même comme contribution réaliste à la discussion » (10).

Jugement définitif qui dénote, répétons-le, un certain manque d'objectivité et qui nous entraîne vers une sociologie qui s'applique plus, ici, à dénoncer qu'à démontrer. Pourtant M. Crozier ne peut éviter de jeter un pont entre l'esprit libertaire qui a

non seulement dans un sens écologique mais aussi dans un sens très existentiel » (12). Par sa dénonciation de la praxis bourgeoise, qui consiste à traiter la nature comme un objet offert à la seule volonté de puissance de l'homme – et dans ce sens la praxis peut tout aussi bien être qualifiée de marxiste – et à son désir de conquête, Herbert Marcuse donne un souffle nouveau à la critique anarchiste du progrès puisque celui-ci aboutit à une rupture de l'harmonie originelle entre l'homme et la nature. Sous la forme d'une praxis prétendant émanciper

photo extraite du livre de J-P Duteuil « Nanterre 1965-66-67-68 »



baigné Mai 68 et la grande poussée anarchiste qui caractérise la fin des années soixante. En 1970, la capacité créatrice des individus et de l'ensemble social, la vague des valeurs hégémoniques qui submergent le monde occidental ainsi que l'engouement communautaire témoigne d'une adéquate totale (d'une complicité) entre le fond anarchiste de la contestation et la forme libertaire des actions contestataires elles-mêmes.

Le progrès sur la sellette

Henri Arvon, de son côté, nous éclaire sur la mise en accusation du progrès matériel qui a accompagné les événements de Mai 68. Depuis lors et, plus encore depuis la parution du rapport du Club de Rome en 1972 (11), le progrès n'est plus prometteur d'un bonheur futur. Les dommages irréversibles causés à l'environnement, les pollutions engendrées par les productions industrielles finissent probablement par nous empoisonner la vie. La praxis marxiste, reposant fondamentalement sur le progrès, en ce sens qu'elle commande aux hommes de maîtriser la nature et l'adapter à leurs besoins, n'en garde pas moins le souci de perfectionnement continu et l'épanouissement total de l'être humain. Mais le marxisme attribuant une priorité absolue à la praxis, c'est-à-dire à l'activité de transformation de l'homme, condamne de ce fait le naturalisme.

Herbert Marcuse dans *L'homme unidimensionnel* en 1964 et, en 1972 dans *Contre révolution et révolte*, s'élève contre la praxis bourgeoise qui consiste à « assujettir la nature afin de l'exploiter au maximum ». Il écrit : « La nature commercialisée, la nature polluée, la nature militarisée a détruit l'environnement de l'homme,

le travail est sacralisé depuis la seconde moitié du XIX^e siècle. En revanche, pour la pensée anarchiste il n'a aucune valeur transcendante ; il est perçu comme un nouveau type d'activité libre.

Au centre de la pensée anarchiste, l'homme n'est plus « homo faber », mais plus sûrement « homo ludens », homme dont les activités relèvent d'un acte librement assumé, consenti et créateur.

Mai 68 constitue une rupture en même temps qu'un renouveau, tant sur le plan de la revendication qui passe du quantitatif au qualitatif, que sur le plan des modes de contestation eux-mêmes. Le refus du mode culturel bourgeois, la renaissance intellectuelle et sociale de l'anarchisme, la spontanéité qui caractérise le mouvement, la créativité libertaire, la lutte contre l'autorité, la remise en cause du rôle de dirigeant, le refus de la hiérarchie et de la compétition comme moteurs de la réussite individuelle, en même temps qu'une profonde exigence égalitaire et libertaire représentent autant de repères qui donnent son sens profond à la révolte du Mai français.

Edward Sarboni

- (1) Morin Edgar, Lefort Claude, Coudray Jean-Marc, Mai 1968 : La brèche, Paris, 1988, Fayard (142p.), p.15
- (2) Morin Edgar, op cit p.20
- (3) Morin Edgar, op. cit. p.31
- (4) Morin Edgar, op. cit. p.41
- (5) Morin Edgar, op cit p.77
- (6) Morin Edgar, op. cit. p.80
- (7) Crozier Michel, *La société bloquée*, Paris, 1970, Seuil (249 p.), p.79
- (8) Crozier Michel, op cit p.237
- (9) Crozier Michel, op. cit. p.80
- (10) Crozier Michel, op cit p.80
- (11) *Halte à la croissance*, Paris, 1979, PUF (232p.)
- (12) Marcuse Herbert, *Counterrevolution and revolt*, Boston, 1962, p.60.

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays A partir du n°(inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

LYON

Attentat fasciste contre le Planning familial

DANS LA NUIT DU 11 AU 12 mai dernier, un groupe organisé, cagoulé et ganté, a dévasté le centre de planification du Mouvement français pour le planning familial de Villeurbanne (MFPF) (1).

Les moyens de communication et d'information comme l'ordinateur et les fax ainsi que le matériel médical et les outils de prévention tels que les préservatifs, pilules et plaquettes d'information ont été totalement saccagés. Un acharnement particulier a notamment été porté au centre de documentation où livres et brochures ont été détruits. Devant ces faits, le Planning familial a été contraint dans un premier temps à l'arrêt total de ses activités.

Il faut rappeler que les locaux du Planning familial se trouvent au premier étage d'un immeuble d'une cité de Villeurbanne. Une telle agression ne s'est pas faite sans bruit et les voisins alertés, ont prévenu la police. Alors que celle-ci est capable d'envoyer la BAC (Brigade anticriminalité) pour boucler un tel quartier en peu de temps lorsque l'agitation s'y développe, elle n'est pas intervenue assez rapidement pour interpellier les responsables de l'agression... Une même police qui préfère orienter officiellement ses soupçons vers le règlement de compte d'un couple ou d'une famille mécontents des services du Planning.

Bien évidemment, nous ne pouvons être dupe devant une telle version des faits. Dans le contexte politique actuel de la région Rhône-Alpes, cet attentat n'est pas un épiphénomène dénué de fondement politique. C'est un acte planifié d'un groupe organisé et déterminé au politiquement, cherchant à semer la

peur et à menacer l'exercice de structures qui défendent en premier lieu le droit et la liberté des femmes.

Contre le fascisme, solidarité avec le Planning familial!

Décidément, Lyon est en passe de se tailler une solide réputation de ville phare des menées fascistes et ce dans différents domaines. Il faut d'ailleurs ne pas oublier que le poids de la calotte à toujours été importants dans cette ville et que l'Église à toujours cautionné les attaques et remise en cause du droit à l'avortement et la contraception. Depuis un peu plus d'un an, les attaques fascistes, certainement stimulées par le contexte national et local, se sont multipliées. Les lecteurs du *Monde libertaire* s'en souviennent, il y a un peu plus d'un an, le 16 février 1997, la librairie de « la Plume noire », librairie de la Fédération anarchiste, était incendiée par l'extrême droite. Le 5 mai de la même année, le local du syndicat étudiant Unef-ID à l'Institut d'études politiques était à son tour saccagé. Le 14 janvier 1998, une grenade à plâtre est lancée par un militant du FNJ sur des diffuseurs de tracts antifascistes dans les locaux de la « manu » (ancienne manufacture des tabacs) à l'université Lyon III. Le 13 février, le local de l'Unef-ID de la manu est à son tour détruit. Depuis on peut noter une tentative d'effraction à la librairie libertaire la Gryffe, diverses provocations depuis la réouverture de la Plume noire, ou encore des menaces contre des militants de diverses organisations, reçues à leurs domiciles. C'est bien dans ce contexte que s'inscrit l'attentat contre le

Planning familial. De plus, la nouvelle majorité du conseil régional, gérée par une alliance de la droite de Millon et des fascistes notoires du FN ne peut que nous inquiéter pour les mois et années à venir en ce qui concerne le droit des femmes. Il est fort à parier qu'un des premiers angles d'attaque de l'extrême droite au niveau des conseils régionaux où elle est en rapport de force va se faire sur la question du droit des femmes et en particulier sur les possibilités d'infor-

mation et d'accès au droit à la contraception et à l'IVG.

Afin de protester contre cette attaque et organiser la riposte, une manifestation unitaire à l'appel du Planning familial a rassemblé un petit millier de personnes le samedi 16 mai dans les rues de Lyon. Il est néanmoins important de noter que si de nombreuses organisations syndicales, associatives ou politiques ont apporté leur soutien et étaient présentes sous la forme de

quelques uns de leurs militants badgés et dispersés, aucune n'a fait l'effort de mobiliser ses troupes et sympathisants, ni même d'apparaître en tant que tel dans la manifestation avec banderoles et slogans. La manifestation était seulement composée d'un cortège du Planning familial... et d'un cortège de la Fédération anarchiste (2).

Si les absents ont toujours tort, on peut néanmoins s'interroger sur les sombres calculs politiques, fait cette fois-ci sur le dos des femmes, qui ont poussé la gauche plurielle et son extrême à ignorer en tant que structure collective cette manifestation de solidarité. Ces sombres calculs risquent malheureusement d'être lourds de conséquences en ce qui concerne le droit des femmes mais aussi les capacités à endiguer la monter de la peste brune. Sur le terrain de la lutte des femmes, il y a la aussi urgence à rompre avec une gauche qui pue du bec et à développer une expression et une structuration qui s'inscrit dans la construction d'un mouvement social autonome de toutes représentations politiques et qui soit porteur de ses propres dynamiques et perspectives d'émancipation sociale.

David. — groupe Durruti Lyon

(1) Pour toutes informations ou soutien financier écrire à MFPF, 2, rue Lakanal, 69 100 Villeurbanne.

(2) Pour être exact, il faut préciser qu'un cortège des grévistes de la faim contre la double peine s'est joint à nous en raison de la journée nationale d'action des sans papiers et pour laquelle nous avions appelé à un rassemblement lyonnais bien avant les sinistres événements qui ont touché le Planning familial. Voir l'article en page 3 de ce même numéro pour plus d'informations.



Des dockers de Liverpool à Nantes Organisons la résistance!

MENER UNE GREVE EXIGE un réel engagement de sa propre personne. Je ne parle pas ici de la grève de 24 heures dans la fonction publique, dont on pourrait discuter de l'intérêt mais qui de toute façon ne relève pas de la même intensité. Car la grève, dans cet engagement de sa propre personne provoque des tensions parfois extrêmes et jamais faciles à vivre. La grève peut aller jusqu'au licenciement. Et on sait que le patronat détient là une arme efficace. Car même lors d'un licenciement abusif déclaré par les Prud'hommes le patron n'a aucune obligation de réintégration. Et si les tensions qui s'expriment lors d'une grève n'aboutissent pas toujours et heureusement au licenciement, elles sont toujours importantes. Elles sont importantes dans la mesure où la grève et d'une manière plus générale l'organisation des exploité(e)s remet en cause le concept même du capitalisme où les propriétaires des entreprises détiennent tous les pouvoirs. En ce sens inviter des militants qui ont mené une grève de 28 mois à l'occasion du 1^{er} Mai était un symbole. Et sur Nantes ce fut une réussite : une réussite par rapport

au nombre de personnes présentes au débat, une réussite par le visage montré par notre mouvement qui s'inscrit dans le social et qui refuse l'antisindicalisme primaire aussi ridicule qu'un ouvriérisme outrancier à la LO, une réussite par l'écho médiatique. Ce fut aussi une réussite de part les rencontres... Voici donc un extrait de conversations avec Jean Luc Chagnolleau secrétaire général CGT Dockers Port de Nantes ainsi que Daniel Lefevre secrétaire de la fédération nationale CGT Docker qui apportent à leur tour un éclaircissement (voir ML n°1120, 1123). Régis. B groupe F.A. de Nantes

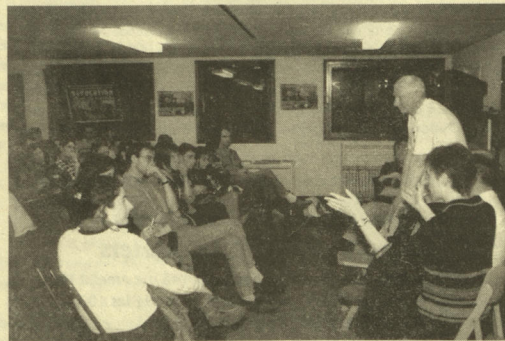
ML: Qu'a représenté pour vous la lutte de Liverpool ?

R: La solidarité a été systématique car leur combat est le nôtre une lutte contre la déréglementation que veut imposer le patronat mondial. Les problèmes anglais, on les a connus en 1992 et les australiens les rencontrent aujourd'hui. En Australie les lobbies du transport et les grands propriétaires terriens veulent le nivellement vers le bas des conditions de travail afin d'augmenter leurs marges de profits. Au départ on a parlé de 1400 licenciements

puis de 3000... Les syndicats australiens ont gagné un recours devant les tribunaux entraînant la nullité des licenciements mais la situation reste très tendue. Les ports sont quadrillés par des vigiles afin très certainement de provoquer des incidents...

ML: La rencontre sur le port de Nantes avec les dockers de Liverpool a été l'occasion de discuter et de mettre des choses à plat.

R: La solidarité avec Liverpool a été importante. Des rencontres mondiales ont eu lieu et une action fin janvier 98 était prévue : au minimum une heure de grève dans tous les pays, sur les cinq continents. Nous n'en voulons pas aux dockers de Liverpool car ils vivaient des conditions difficiles avec la mort de camarades. Ce mouvement international, par son ampleur et son unité gagnait. De même se profilait la création d'une coordination internationale des dockers. Il génait logiquement le patronat mais certainement aussi certains dirigeants de syndicats réformistes de l'ITF (International Transport Federation). Ce syndicat a depuis le début trahi la cause de Liverpool. Mais là, il a utilisé la situation désespérée et utilise



des relais politiques et patronaux pour trouver un accord 48 heures avant un mouvement international de grande ampleur.

ML: Rapidement, quelle est la situation sur Nantes?

R: Fin juillet 92 nous étions 196. Aujourd'hui nous sommes 50 : un drame humain terrible pour tout le monde. Ça a modifié la donne pour nous. Notre culture en a pris un coup. D'une part la population a manqué de solidarité vis-à-vis de nous, mais nous avons été aussi trop corporatif. Néanmoins dans notre culture tout n'est pas à rejeter : un souci du savoir-faire, une solidarité ouvrière forte (un docker ne franchit jamais un piquet de grève quelle que soient les raisons)... Mais en 1992 on s'est fait avoir par des gens pour qui on a voté. Sur Nantes après la claque de 1992, le patronat

a voulu être trop revanchard en nous supprimant tous nos droits, nos fonctionnements d'équipe... il se croyait tout permis et a provoqué un sursaut de notre part. Aujourd'hui, on relève la tête avec entre autre 10 nouvelles embauches. Nos relations sont importantes par le biais de la fédération avec les autres ports sauf Saint-Nazaire. Et nous avons voulu lors de ces rencontres de Nantes interpellier les dockers de Liverpool sur le sujet. À Saint-Nazaire, comme il l'envisage à Liverpool, ils ont créé leur propre boîte d'intérim. Mais l'autogestion dans le cadre d'un système capitaliste n'est pas viable. Car pour être compétitif on reproduit les mêmes comportements. Par exemple dans le cadre de la solidarité internationale on ne suit pas parce que la boîte a des commandes. L'argent ne doit pas être le seul fil conducteur de notre vie...

Happy Birthday, Tony!

IL Y A UN AN, APRES DIX-HUIT longues et cruelles années de thatchérisme, l'électorat britannique mettait au pouvoir un gouvernement travailliste tant attendu, tant espéré. Ainsi commençait... une dix-neuvième longue et douloureuse année de thatchérisme.

Ils ont voté et puis après?..

En 1992, déjà, la terre entière, surinformée par les sondeurs unanimes, croyait que le règne des conservateurs allait se terminer par un jugement, sans appel, des urnes. Au lieu du *game over* tant claironné, c'est une « *extra-ball, same player shoot again* » qu'obtint de justesse la droite à la loterie électorale. Pas découragés, les travaillistes jurèrent de tout faire pour que la prochaine fois...

Comment se relever de quatre cinquantaines défaites électorales d'affilée? Bon sang, mais c'était bien-sûr: il fallait rendre le parti éligible (sic)! Comment donc se rendre éligible dans un pays qui vote (à la majorité relative) à droite? La réponse est dans la question.

Exit le soutien suicidaire aux revendications syndicales des salariés. Exit le soutien suicidaire aux minorités ethniques, culturelles, sexuelles... Exit le désarmement nucléaire, la lutte contre la pollution industrielle, la revendication d'un salaire minimum, de contrats de travail et d'une durée légale limitée du temps de travail. Fini aussi le déniement systématique de la politique atlantiste du pays. Fini beaucoup de

choses d'intérêts divers mais de portées symboliques fortes. Quand même.

Il n'y avait aucune raison désormais que la gauche ne soit pas élue face à une droite emberlificotée dans les scandales financiers, politiques et autres. Et elle le fut. Largement, même. Ce que la presse à l'époque a tué, c'est que le taux de participation avait chuté de 7% par rapport à 1992. Pour la grande mobilisation anti conservateurs (qui était bien réelle) il faudrait repasser. Si le pays en avait plus que ras le bol de cette clique arrogante au pouvoir depuis presque vingt ans, et si nombreux furent celles et ceux qui ont fêté leur départ, force est de constater que le public se lasse un peu des politicards.

Un an après. Les bourses des étudiants ont été supprimées et remplacées par des emprunts. Les listes des chômeurs ont été nettoyées, voire découpées. Le taux de chômage le plus bas d'Europe est une supercherie des plus grossières. En effet, tous les demandeurs d'emplois qui ne touchent pas l'indemnité de chômage (*Unemployment Benefit*) soit parce qu'ils sont sans emploi depuis trop longtemps, soit qu'ils sont inemployables, soit qu'ils n'ont encore jamais travaillé, sont passés au compte du revenu minimum (*Income Support*). Même si les deux indemnités ont été regroupées sous le terme « *Jobseekers Allowance* » (allocation des chercheurs d'emplois), les deux catégories sont toujours distinctes dans les statistiques. Les handicapés ne sont pas comptabilisés comme chercheurs d'emplois (par

contre, s'ils trouvent une place, ils sont forcément comptabilisés dans le lot des prises ou reprises d'emploi). « Lorsque Mme Margaret Thatcher remporta sa première élection, en 1979, le Royaume-Uni comptait 1,3 million de chômeurs officiels. Si la méthode de calcul n'avait pas changé, il y en aurait actuellement un peu plus de 3 millions. Un rapport de la *Midland's Bank*, publié récemment, estimait même leur nombre à 4 millions, soit 14% de la population active; plus qu'en France ou en Allemagne. »

Le travail forcé est arrivé

Le gouvernement veut remettre au travail les mères célibataires et les handicapés. C'est bien joli, mais dans un pays où les places en maternelles (public et privé confondu) se limitent à 25% de la tranche d'âge 3-5 ans, ça risque d'être joyeux. Quant aux handicapés, ils ne demandent pas mieux que d'être intégrés dans la société civile si les employeurs voulaient bien d'eux à d'autres postes que le léchage de timbres.

Quant aux jeunes, ils doivent impérativement accepter tout ce qu'on leur propose au prix qu'on leur impose, sinon ils perdent tous leurs droits alors que jusqu'à présent, les jeunes en recherche d'un premier emploi avaient droit au (strict) minimum vital. Tony Blair dans sa grande compréhension du monde ouvrier a même débloqué des crédits pour que les *JobCentres* (ANPE/ASSEDIC) leur prêtent des cravates et leur offrent (si, si, grat-



tos!) du déodorant! Du haut de cet Everest de la connerie, je croyais l'ultime sommet atteint. Et bien non. Ces mesures pourtant d'une rare audace politique ne portant pas leurs fruits assez vite, les jeunes de 16-24 ans seront bientôt forcé(s) de s'engager. *The Army, the Navy* et la RAF se sont d'ailleurs partagé le pays en zones de recrutement. Il manque 9 500 volontaires, croyez moi, ils vont les trouver. La conscription a été abolie en 1962 et depuis, les trois corps d'armée recrutent des volontaires pour des contrats de cinq ans. C'est dans les zones où la crise du chômage est la plus forte qu'ils ont décidé d'ouvrir de nouveaux bureaux. Chacun sa zone. Il y a même des super zones de super crises où sont ouverts de super bureaux interarmes (ils mettent le paquet!): *Newham* à Londres et *Sandwell* dans les Midlands. Si avec ça on ne sort pas de la crise; c'est qu'y a plus d'bon Dieu.

En matière d'éducation la nouvelle gauche ne manque pas d'idées non plus. Pour faire face au problème de la violence et de l'absentéisme dans les écoles (même primaires), un nouveau statut dit de « *super teacher* (sic) » (super prof) était dans l'air depuis quelques années. Ce doux rêve va être concrétisé par l'administration Blair. Suite à une étude sur le comportement des 5-11 ans sur l'école, il apparaît que culturellement, l'éducation soit vue par les garçons comme un truc de pédés. En fait, ce genre d'enquête a été réalisée maintes fois depuis des années avec toujours le même résultat: dans la classe ouvrière, les filles réussissent mieux à l'école et y voient une possibilité de réussite sociale. Les garçons n'y voient qu'une garderie. Ce fait n'a rien de propre à la Grande-Bretagne. L'interprétation qu'en fait le gouvernement britannique est, elle, plus originale: c'est parce que les instits sont à 83% des femmes. Les *Super Teachers* seront donc à 100% des Meecs. On va les dresser ces p'tits cons.

Le fait que dans un foyer sur cinq (20%) aucun adulte ne travaille passe forcément inaperçu aux yeux naïfs des enfants. Le fait que bien que la majorité des chômeurs soit des chômeuses mais que le stigmate social soit plus serré sur les hommes (et particulièrement les pères) dans notre société patriarcale ne peut pas non plus être perçu, et encore moins compris par la jeunesse savamment abruti de Spice Girls et de foot.

Tour de vis

Ce gouvernement ne sait pas ce qu'il veut. Il reproche en même temps à la jeunesse, et de puer des dessous de bras, et de baisser les bras. Faudrait savoir.

L'insécurité maintenant. Dans l'opposition, le parti travailliste ne cessait de reprocher à la droite sa politique de tout répressif et du rien préventif. La Grande-Bretagne a les prisons aussi pleines que la Turquie, c'est dire. Arrivée au pouvoir, la nouvelle gauche reprend le projet de prison-bateau. On prend un gros bateau, on l'ancre au large et on y met des prisonniers. Au moins, ils sont au grand air. On augmente les places dans les prisons pour gosses, on parle d'abaisser l'âge de la responsabilité pénale. Sur ce point au moins, la social-démocratie semble avoir une cohérence internationale.

Et la santé? On a longtemps reproché à la droite, décidément source de bien des maux, d'avoir coulé le système de santé public. Et ça n'était pas faux. Il faut toujours deux ans d'attente pour la plupart des soins hospitaliers, même dans les services de pédiatrie. Dans les hôpitaux privés, pour les gens qui cotisent chez BUPA (la sécu privée des riches), par contre, non. Scanners, chambres individuelles, pléthore d'infirmières sous payées, et *tutti quanti*.

Et le social, hein? Les syndicats sont déçus parce que le gouvernement vient de faire connaître le taux du salaire minimum qu'il va tenter d'imposer au patronat: 3,60£. Ils espéraient 4£. (contre zéro à l'heure actuelle). Pour la limitation du temps de travail (on en est même pas à parler de réduction puisqu'il n'y a pas de durée maximum), il semblerait que le gouvernement semble s'approprier à étudier la question d'envisager un compromis sur 48 heures par semaine. Quelle subversion.

La bourse va bien, merci.

Et la récompense du peuple ému par tant de mansuétude? Jeudi 7 mai avaient lieu les élections municipales (chaque conseiller est élu dans son quartier par un scrutin majoritaire uninominal à un tour). Les travaillistes ont perdu plusieurs majorités absolues dans des conseils municipaux « phares ». Mais surtout, le taux de participation atteint des profondeurs jusqu'alors insondées.

Les libéraux-démocrates (centre gauche pro-Europe) ont ravi la mairie imprenable de Liverpool aux travaillistes qui ont trahis les dockers de cette ville. N'allez pas croire que le peuple désabusé soit allé voter à droite ou au centre pour se venger des blairistes. Non, même pas.

Le taux d'abstention dans les quartiers ouvriers est tout simplement passé à 90,32% des inscrits. On ne rit pas! Vincent Txiar

INDONÉSIE

Émeutes de la faim

LES JOURS QUI SE SUCCEDENT voient augmenter le nombre des victimes de la répression en Indonésie. Le pouvoir du président Suharto, en place depuis 33 ans, a fait tirer le 12 mai sur la foule des manifestants qui réclamaient de meilleures conditions de vie: bilan dix morts. Déjà quelques jours auparavant un étudiant avait été tué lors de brutalités policières, et depuis la répression n'a cessé d'augmenter, jusqu'à l'intervention de l'armée indonésienne dans les rues de Djakarta et des principales villes du pays.

C'est l'augmentation des prix de produits de base (électricité et kérosène qui sert à allumer les réchauds), dans une situation économique générale déjà critique qui a provoqué la flambée de colère de la population. En effet, l'Indonésie qui était il y a peu de temps encore citée en exemple par les Occidentaux pour sa croissance économique « à deux chiffres », a été une des principales victimes de la crise qui affecte l'ensemble du Sud-Est de l'Asie depuis l'été 1997. Le chômage est ainsi passé en un an de 2,5 millions à 8 millions. Il s'agit de chiffres officiels, les économistes évaluant à presque 40 millions le nombre d'Indonésiens n'ayant pas aujourd'hui de véritable travail. Les cadres et les travailleurs des villes, après avoir été les artisans de la réussite économique, ont été les principales victimes de la crise dans un système qui ignore indemnités de licenciement et assurance chômage. C'est logiquement que les étudiants, enfants des familles aisées, ont été à la pointe de la révolte au début du mouvement, illustrant l'hostilité des classes moyennes au régime.

Le F.M.I. égal à lui-même

Dans ces conditions le pouvoir indonésien a accepté la dramatique potion économique du F.M.I. pour

obtenir des crédits de la part des bailleurs de fonds occidentaux. Suharto a même été un excellent élève du F.M.I. si l'on en croit Stanley Fishon le n°2 de l'organisation: « Elles [les autorités] ont été très fermes dans l'exécution du programme ». C'est si facile de se serrer la ceinture quand ce n'est pas la sienne.

En effet, la famille Suharto, possède une fortune immense de 40 milliards de dollars et le dictateur ne semble pas préoccupé outre mesure de la misère des Indonésiens. Pendant les jours les plus chauds de la crise, il jouait au golf sur la rivière égyptienne, à Charm El Cheik. Il semble que la stratégie meurtrière de Suharto soit de laisser pourrir la situation pour pouvoir réprimer largement et se présenter à son retour comme le rempart de l'ordre contre le désordre. Suharto est le propagandiste infatigable de ces supposées valeurs asiatiques « ordre et discipline » qui justifient la dictature au nom des particularismes culturels.

La révolte populaire a donc été logiquement, et heureusement, au rendez-vous de l'oppression capitaliste. Pourtant il n'est pas certain que ce mouvement permette réellement l'amélioration des conditions de vie des victimes du libéralisme économique mondial. La principale force d'opposition organisée au régime vient en effet des ligues islamistes et particulièrement du Muhammadiyah de Amien Rais. Il ne faut pas oublier que l'Indonésie, pays de 204 millions d'habitants et le plus peuplé des États musulmans. Le rôle politique et social de l'Islam sous la forme d'association islamiques et nationalistes est considérable. Ces dernières opposent les intérêts de la famille Suharto à ceux de la nation indonésienne (islamique bien sûr). C'est malheureusement peut-être entre la peste et le choléra que se joue le sort de l'Indonésie.

Franck G. - groupe Sabaté

cial

ants badgés
lit l'effort de
npathisants,
tant que tel
banderoles et
était seule-
ège du Plan-
ortège de la

ours tort, on
oger sur les
ns, fait cette
mes, qui ont
elle et son
que structure
on de solida-
isquent mal-
de de consé-
le droit des
cités à endi-
brune. Sur le
mes, il y a là
c une gauche
elopper une
uration qui
uction d'un
me de toutes
es et qui soit
namiques et
n sociale.
uti (Lyon)

ns ou soutien
de Lakanal, 69

préciser qu'un
aim contre la
en raison de la
sans papiers et
opelé à un ras-
ant les sinistres
Planning fami-
de ce même
ons.



anchard en
nos droits,
l'équipe... il
a provoqué
art. Aujourd-
avec entre
auches. Nos
antes par le
ec les autres
ire. Et nous
rencontres
s dockers de
À Saint-Na-
age à Liver-
propre boîte
est dans le
pitaliste n'est
re compétitif
s comporte-
s cadre de
le on suit
a des com-
pit pas être le
otre vie...

LECTURE

La tête contre le mur*

Essai sur l'idée anticommuniste au XX^e siècle

EN MARGE DE CELUI DE MAI 68, un autre anniversaire a lieu ce mois-ci. Il y a 150 ans, en effet, paraissait le célèbre Manifeste du Parti Communiste de K. Marx et F. Engels. De fervents marxistes officiels qu'ils étaient il y a trente ans, certains sont devenus de fervents antimarxistes notoires. Le PCF, quant à lui, voit dans cet ouvrage une radicalité qui justifierait, paraît-il, sa ligne actuelle et donc sa participation au gouvernement! Moins vaxieux sont ceux qui continuent à voir en Lénine le fils spirituel de Marx et veulent réinterpréter le marxisme sans renier totalement le bilan d'Octobre 1917. Louis Janover tient à dénoncer toutes ces cuisines idéologiques dans un pamphlet fort décapant...

En effet, à une époque où « tant de monde s'époumone à remplir le politique de vent » et où tous les efforts de la « gauche plurielle » ne tendent qu'à atteindre un seul objectif, à savoir « interdire toute vision d'une société qui se situerait en extériorité par rapport à l'univers capitaliste », son livre nous apporte un souffle salutaire. Avec un ton acide et percutant, il mitraille sans relâche directions de la gauche constitutionnelle, réseaux associatifs à sa solde (SOS racisme, Ras l'front, Espaces Marx), journalistes attirés du Monde Diplomatique et de Libération, historiens ex-staliniens repentis, nouveaux philosophes et trotskystes de la LCR. Bref, seul le mouvement anarchiste échappe à sa critique acide. Au-delà de cette amitié politique qui devrait inciter plus d'un libertaire à lire son bouquin, c'est surtout l'analyse que fait Janover sur l'historique de l'anticommunisme, la responsabilité écrasante des PC dans cela, le rôle actuel de l'antifascisme consensuel, les reniements de l'extrême gauche, qui fait l'intérêt de cet ouvrage. Écrit dans un style resserré et corrosif, rempli d'humour ravageur, il se présente en trois chapitres.

Le mensonge devient vérité

Le premier, le plus intéressant, nous semble-t-il, porte un titre évocateur : « Communisme, année zéro ». C'est, d'une certaine manière, l'estampille de la famille à laquelle appartient l'auteur.

Issu de l'ultra-gauche, ce courant politique se réclamant du marxisme mais qui condamna dès le départ le léninisme en tant qu'imposture à l'idée communiste élaborée par Marx, Janover réintroduit ce débat face à l'actuelle idéologie dominante qui entere le communisme, ne nous laissant comme seul horizon indépassable que le capitalisme. *Le livre noir du communisme* de Stéphane Courtois et consorts participe de fait à cela. Car, comme le dit si bien Janover, « la comptabilité macabre des morts du communisme rend service de fait d'abord au PC qui trouve là une manière élégante de vidanger sa baignoire en faisant passer avec l'aide des historiens l'eau sale de leur propre histoire pour celle du communisme ». Quant au monde dit libre « il peut à nouveau agiter un épouvantail taillé sur mesure ». L'amalgame établi entre nazisme et bolchévisme étant la cerise sur le gâteau! « Alors que l'URSS et ses satellites ont été tout au long de leur existence la négation absolue, impitoyable de la volonté d'émancipation qu'exprimait dès 1848 le Manifeste communiste », certains les ont adorés de toutes leurs forces. Aujourd'hui ils renient cela avec la même conviction. D'où le leur, le mensonge entretenu une fois de plus sur le communisme.

François Furet (auteur du livre *Le passé d'une illusion*. Paris Laffont - 1995) est un de ceux-là et Janover le cloue au pilori. De même, il réajuste le fameux rôle des intellectuels du PC ou des compagnons de route. « Ils n'étaient pas au service du Parti mais une partie du Parti car impossible de dissocier leur responsabilité dans la politique de répression de celle, des cercles dirigeants de l'appareil ». Aragon en est un bien bel exemple malgré toutes les louanges que l'intelligentsia de gauche lui a tressées cette année. Quant à ceux qui déchantèrent peu à peu de l'expérience soviétique, Janover écrit : « Ils se racrochèrent à toutes les branches du socialisme dit réel (maoïsme, castrisme, polpotisme...) » et finirent lors des années Mitterrand dans les couloirs de l'Etat social démocrate. Avec d'anciens trotskystes, ils gèrent désormais les rapports entre dominants et dominés « innovant une autre morale, d'autres formes de contrôle social ». La ronde qui va de Régis Debray, Gilles Perrault en passant

par J. C. Cambadélis, Bensaïd, Arnaud Spire, Edgard Morin, Denis Clerc et Bourdieu, hurle contre le libéralisme certes, mais finalement soutient Jospin pour construire un capitalisme prétendument humain et solidaire avec un Etat régulateur, paraît-il, de justice sociale! Ce chapitre analyse également très bien pourquoi l'URSS est passée sans secousses à l'économie de marché car « à ses yeux rien là n'eut été impossible à prévoir si au lieu de voir dans ce pays le socialisme réellement existant on les avait pris pour ce qu'ils étaient à savoir des pays capitalistes réellement retardataires qui devaient bien un jour

furent toujours « la cheville ouvrière de l'ordre établi » et qu'en France par exemple le PC a toujours su « remettre sur les rails du capitalisme la locomotive de l'histoire que les ouvriers en bleu de chauffe menaçaient de faire dérailler (après-guerre de 45, Mai 68, pour l'histoire la plus proche)... Cela parce que les principes d'organisation et le programme de tous les PC n'étaient nullement incompatibles avec la structure des nations industrielles et que la bourgeoisie pourrait, elle aussi, bénéficier de

L'autre élément important dans ce chapitre est l'analyse sur le rôle de l'antifascisme actuel (lire à ce sujet *Nuit et brouillard du révisionnisme*. Janover Coll. Les pieds dans le plat - 1996). Comme nous, Janover sait depuis pas mal de temps que l'antifascisme électoraliste de notre gauche plurielle, soutenue par Ras l'front et autres ex-staliniens, sert surtout de paravent pour cacher aux travailleurs le réaménagement du salariat. Mais plus encore, l'antifascisme du P.C.F. lui permet de « se débarrasser sans complexes de sa mince couche de culture "communiste" toujours suspecte sans avoir à rompre avec son passé ». Comme « l'antifascisme lave plus blanc tout ce qui est rouge, s'il a combattu le brun », le stalinisme n'aurait été donc qu'une parenthèse. Janover déclare que le P.C.F. grâce à ce stratagème « peut légitimer ses actions et ses exactions pour prendre place dans le rang des détenus patentés et sourcilieux de la démocratie... jusqu'à ramener à la lumière ceux-là mêmes qu'il a escamotés! »

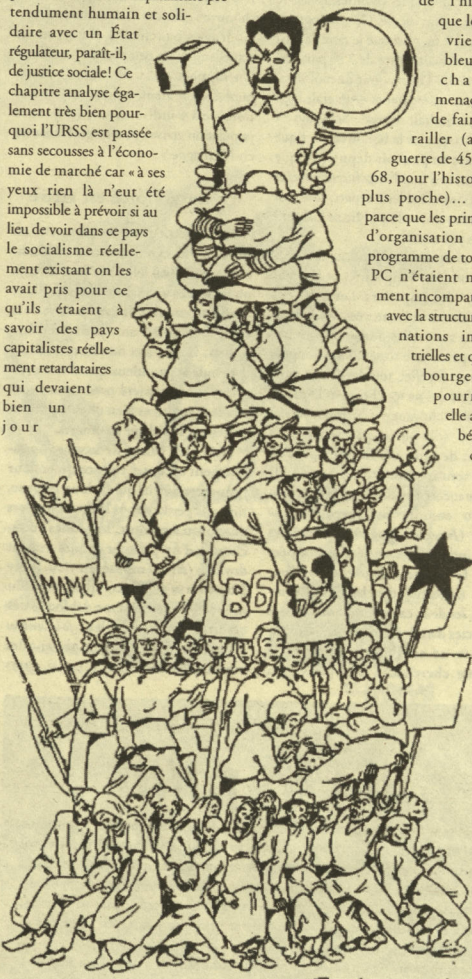
Après avoir passé les différentes attaques contre la gauche plurielle, que l'auteur nomme judicieusement « deuxième droite », en raison de sa politique cyniquement capitaliste, nous terminerons par son point de vue sur l'évolution des trotskystes de la LCR. Mais mêmes glissements à droite qu'ont subi partis de droite, mais aussi de gauche, la LCR n'est pas exempte. D'ailleurs, même Henri Weber (ex LCR passé au PS) demande à Bensaïd (compars de Krivine) de bien vouloir le reconnaître (*Monde des livres* du 8 mai 1998). Comme jamais, LCR et PCF se retrouvent ces temps-ci. Cela permet au dernier de glorifier sa mutation car « le maître qui les convie à sa table montre ainsi qu'il a été pardonné ». Mais, plus grave, ses retrouvailles où la LCR « se rêve en armée de réserve de la majorité plurielle et se résigne à prêter la main au pire en croyant aider le meilleur n'ouvrent aucune perspective... si ce n'est d'apporter sa pierre au PC pour qu'il cimenter le nouveau mur après avoir bétonné l'ancien ».

Bilan mais... perspectives

Sans être d'accord avec le Marx libertaire de Louis Janover, son livre synthétisant toutes les données sur le débat concernant le stalinisme est un véritable outil d'analyse pour décrypter la réalité politique d'aujourd'hui et ses enjeux. Cependant, il manque la partie pratique. Avoir une analyse brillante, pertinente, c'est bien mais insuffisant. Comme le dit l'auteur, l'idée doit coller à la réalité et il faut des conditions et des hommes pour qu'elle se réalise. Quelles sont donc les perspectives actuelles pour mettre fin au salariat, à l'Etat, aux inégalités? Quel poids peut peser le mouvement anarchiste pour y parvenir? Son projet est-il en phase avec les bouleversements sociaux des dernières décennies? Le vrai travail est là, c'est urgent.

Jaime
Groupe Kronstadt (Lyon)

* La tête contre le mur. Louis Janover. Editions Sulliver. Mai 1998. 130 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.



revenir dans le giron du capitalisme privé ». Janover cite tous ceux (ultra gauche et anars) qui au début dénoncèrent le mensonge communiste amené par le bolchévisme. Mais ces « dissidents irrécupérables », comme il les nomme, resteront dans les oubliettes de l'Histoire. Pas question de faire appel à leur analyse dangereuse. Il fallait et il faut encore aujourd'hui « que le régime qui a sombré corps et biens était encore et toujours le communisme, le communisme tel qu'en lui-même ». De plus, ils condamnaient aussi le capitalisme. Une phrase pour terminer : « tout se réduit à l'histoire d'une illusion et à une illusion de l'Histoire ». Belle conclusion de Janover.

Tous ensemble... vers le réformisme

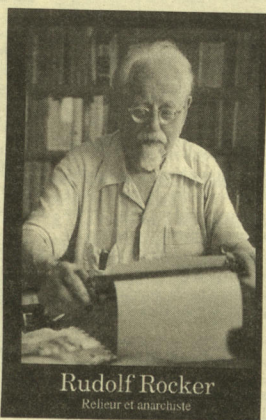
Les deuxième et troisième chapitres portent ensuite essentiellement sur le rôle des PC et leur anticommunisme « mur contre lequel tant de rêves se sont brisés ». Janover démontre à travers multiples exemples historiques qu'ils

leur expérience exceptionnelle ». La fin traite de notre actualité, de la « mutation » du P.C.F. « au service de la social-démocratie reconnaissante ». Janover, dans la lignée de son analyse, explique fort bien que pour Robert Hue, la mutation actuelle du P.C.F. « consiste moins à passer à l'évier de l'histoire un projet révolutionnaire depuis toujours inexistant qu'à flexibiliser les structures d'encadrement pour qu'elles épousent les nouveaux modes de domination et retrouvent leur efficacité ». Gaysot en est un bel exemple : « rien de mieux qu'un ministre des Transports communiste pour rouler dans la farine le peuple de gauche ». Comme nous l'avons déjà écrit ici même, l'auteur lui aussi pense que ceux qui verraient une prochaine rupture entre PC et PS, se trompent lourdement. Le PC « est bel et bien au centre du dispositif de régulation sociopolitique. Il reste pour son allié PS le barrage idéal en cas de remontée des revendications populaires ». Le dernier mouvement des chômeurs en est une belle preuve avec sa déviation sur la loi « bidon » des 35 heures.

La Fédération anarchiste vient d'éditer une cassette vidéo (42 mn), Rudolf Rocker, relieur et anarchiste.

Né à Mayence en 1873, Rudolf Rocker fut l'un des militants les plus connus du mouvement anarchiste et anarchosyndicaliste allemand. Il reste cependant peu connu en France, lacune que vient combler ce film

En vente à la librairie du Monde libertaire, 120 F.



CINEMA

Premières bonnes nouvelles de Cannes

POURQUOI AVRIL ? Parce que c'est le titre du nouveau film de Nanni Moretti qu'on attendait depuis le succès de son *Journal intime* (*Caro diario*). Le dispositif est le même. Nanni Moretti roule avec sa vespa dans sa ville, Rome, se heurte à la bêtise du monde. Mais cette fois-ci, il a un compagnon inattendu. En avril justement, Nanni Moretti a eu un fils et c'est ce fils qui ponctue sa vie désormais. En Avril, il y a eu aussi un événement en Italie, le tigre de Berlusconi était fini. Ce film rendra de au meilleur Moretti, une suite au « Journal » et une démarche à suivre. *Aprile*, le film d'un homme antisystème, anti-pouvoir et totalement indépendant, ayant créé sa propre société de films, la « Sacher Film », comme la tarte, thermomètre de la bonne santé de Nanni Moretti coté gourmandise. On peut affirmer aujourd'hui que grâce à lui, il y a eu un certain renouveau du cinéma italien. Car le succès de ses films a permis de produire d'autres jeunes cinéastes italiens, dont par exemple Mimmo Calopresti, qui donnait d'ailleurs un très bon rôle à Nanni Moretti. Il incarnait un professeur, qui vivait avec une balle dans le crâne, jusqu'à ce qu'il voie celle qui a tiré cette balle, dans les années troubles des brigades rouges. *La seconda volta* était le titre du film. Cette année, Mimmo Calopresti a son deuxième long métrage à la Quinzaine.

Il y a trente ans

La Quinzaine de Pierre Henri Deleau fête cette année ses trente ans d'existence. La « Quinzaine » est née de la contestation du Festival, de la section officielle, qui avait à l'époque peu à voir avec le cinéma

et la découverte de cinéastes. C'était un festival où les pays ayant des relations diplomatiques établies avec la France envoyaient leurs films. Vous comprenez que le jeune cinéma brésilien ou un film ouzbek n'avaient aucune chance s'il n'avait pas l'aval de son gouvernement. La Quinzaine a donc fonctionné avec des films « contre », avec des films découverts inédits, frondeurs et subversifs, des films portant leur message et leurs images iconoclastes à Cannes, mais dans d'autres lieux. La Quinzaine n'a donc jamais coexisté avec le Festival officiel et a toujours su imposer ses auteurs. Mais paradoxe cruel : presque tous les auteurs découverts par eux ont fini en « compétition » dans tous les grands festivals du monde. La sélection de leur trentième année s'annonce bonne, présentant énormément de premiers films et de premières mondiales. Ce qui prouve la vitalité de cette section.

A côté du Mauritanien Sissako qui travaille à la perfection, *La vie sur terre* ; se trouve un film canadien drôle sur la fin du monde, *Last night* de Don McKellar ou un film déroutant et fort sur les milieux des photographes new yorkais de la génération désillusionnée des sixties vivant à cent à l'heure et brûlant leur vie tout en créant : *High Art*, de Lisa Cholodenko. C'est un premier film magnifique.

L'année dernière, on trouvait dans la section annexe de la Quinzaine, Cinémas en France, le prix Jean-Vigo *La vie de Jésus*. Cette année encore, le prix Jean-Vigo du court métrage est représenté à Cinémas en France : *Les corps ouverts* de Sébastien Lifshitz. Portrait du désarroi du corps désirant d'un beur. Un film brillant. Le prix Jean-Vigo du long métrage est

programmé par « Un certain Regard », donc, la sélection officielle. *Dis moi que je rêve* de Claude Mourieras est un film proprement stupéfiant... Autour d'une famille d'agriculteurs, Mourieras bâtit un univers où tous les combats essentiels ont lieu. Le moi et les autres. La famille et l'individu. Tous pour un et un pour tous ? D'autres bonnes nouvelles de Cannes, ce sont les projections d'Acid, qui amènent un nouveau film, un an après le petit film sur les saspapier : *D'une brousse l'autre*. Jacques Kébadian a filmé leur lutte du début à la fin et s'est attaché à suivre une famille en particulier, qu'il filme ici et là-bas, en Afrique. Acid organise une projection chaque jour. Le film de Kébadian passe à Cannes le 23 mai à 20 heures. À Paris, il était visible le 18 mai à Saint-Denis, à côté du Théâtre Gérard-Philipe, à 20 heures et puis qu'un distributeur s'est intéressé à son film, nous pourrions bientôt annoncer sa sortie en salle.

Heike Hurst. - *Fondu au Noir* (Radio libertaire)

à la petite semaine
Du souci à se faire

Ce qui gêne les rabbins ultra-orthodoxes dans un État qui assassine du Palestinien pour célébrer comme il se doit son cinquantième anniversaire, ce n'est pas la débilite profonde d'une chanson entendue lors d'un concours Eurovision où chacun, précisément, rivalise de bêtise. Non, ce qui provoque leur fureur intégriste, c'est que l'interprète soit un transsexuel de chez eux, créature satanique pour ces consommateurs de religion à haute dose.

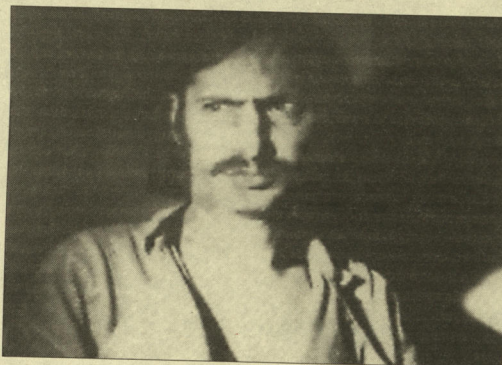
Ce qui trouble les ayatollahs, imams et autres mollahs, ce ne sont pas les cris guerriers et mâles du fanatisme coranique, qui appelle en maint endroits à la guerre sainte, sanglante et massacreuse, et qui hurle à la mort contre des écrivains libres de leurs propos. Non, c'est qu'un cheveu puisse dépasser de la tenue réglementaire et carcérale imposée en certains pays musulmans à tout individu de sexe féminin, créature diabolique pour ses consommateurs de religion à haute dose.

Ce qui indigné les évêques, les monseigneurs et autres agités du crucifix, ce n'est pas que Karol W. ait fait effectuer à sa morale publique, étriquée comme un corset, cadenassée comme une ceinture de chasteté, un retour à pas de géant vers l'obscurantisme des pires périodes de la papauté. Non, c'est que des journaux usent de la liberté d'expression là où elle s'est imposée contre leur volonté, en attendant que leur nouvelle Inquisition nous ramène au temps béni des autodafés et des procès d'opinion.

Au dire d'un romancier près des cieux qui, jeune homme, fit quelques incursions au-dessus de l'Espagne en guerre pour finir sur les Champs-Élysées, dans une manif de vieux, par voler au secours d'un héros chienlisé parti vers Baden-Baden chercher l'appui de son tortionnaire favori, le vingt et unième siècle promettrait d'être religieux. Il y a du souci à se faire quand de plus en plus on s'applique avec sérieux à rendre possibles les prédictions des prophètes gâteaux.

Floréal

Théophile est mort



« Ce sont de drôles de types... » (Léo Ferré, *Les poètes*)

Théophile va créer aussi plusieurs revues, comme *La Grappe* ou *Le Temps des noyaux* et, plus récemment, *La Lettre de Théophile*. Un temps collaborateur de la publication *Fluide glacial*, Théophile comptait surtout pour nous parmi les plus anciens animateurs de *Radio libertaire*.

Au studio, nous qui venions, avec Jean, pour animer l'émission suivante, nous n'entendons plus sa voix, inoubliable, et ne croiserons plus le regard malicieux et doux de ce « drôle de type ». C'est dégueulasse...

Floréal

Bibliographie et discographie :

- Tramille, pavail, fattrie
- Corocricio... couac
- God save the hot dog
- De la partie supérieure d'un alambic
- Il y a toujours des journées de chiens écrasés qui font l'amour.
- Petites nouvelles du front qui plisse mais ne se rompt pas
- ... et de nombreux recueils de poèmes
- Antonio Tamayo alias Théophile (33-tours)
- Cri Rature (33-tours)
- Mégots d'amour (33-tours)

radio libertaire
Happy birthday Epsilon !

11 ans de musique expérimentale

Au programme : Kristoff K Roll ; Osaka Bondage ; Cow-boy Jean ; La Compagnie du Chiendent ; Une musique improvisée différente ; Frédéric Filliatre et Jean-Yves Evrard.

+ Vidéos, fanzines, table de presse et surprises...

Samedi 20 juin à 17 heures à Confluences, 190 bd de Charonne, Paris XIX^e. PAF : 75 F ; tarif réduit : 50 F.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 21 mai à 18 heures :

Ci Vis Pacem : La littérature antimilitariste, avec Thierry Maricourt

jeudi 21 mai à 20 h 30 :

Microclimat : avec Thierry Meyssan, du réseau Voltaire.

samedi 23 mai à 23 heures :

L'Harmonie du monde : Klaus Egge

lundi 25 mai à 19 h 30 :

La mémoire sociale : Mai 68, avec des invités.

mardi 26 mai à 10 h 30 :

CNT-énergie : « Que veut dire service public ? », avec J. Langlois, adjoint au directeur d'E.D.F.

mercredi 27 mai à 10 h 30 :

Blues en liberté : Le bottleneck.

IL EST DES ENFANTS QUI, paraît-il, naissent sous une bonne étoile. Ce ne fut pas précisément le cas d'Antonio Tamayo, dit Théophile, né dans un camp de travail d'Allemagne en 1943, où sa mère ukrainienne et son père, réfugié politique espagnol, s'étaient rencontrés. Après une prime jeunesse difficile dans la région lyonnaise, comme en connaissent souvent, allez savoir pourquoi, les enfants pauvres et d'origine étrangère, Théophile sera poussé un peu plus tard, par une école républicaine attentive comme on sait aux sensibilités et aux goûts des jeunes gens, vers un CAP de bottier alors que les études littéraires l'attirent. Il ne pratiquera jamais ce métier. Ses souliers, comme ceux de Félix Leclerc, vont le faire voyager, car Théophile est un poète, un de ces saltimbanques que les fenêtres des « braves gens » épient sournoisement et qui disent ici et là leurs « quatrains de dix sous » à la terrasse des cafés, sur des places publiques... Puis ce seront les cabarets, les maisons de jeunes et de la culture, les salles de théâtre. Ainsi plusieurs tours de France, des tournées, jusqu'en 1985, année à partir de laquelle il s'orientera exclusivement, à

quelques épisodiques exceptions près, vers l'écriture. La poésie, bien sûr, mais aussi la chanson qui trouvera des interprètes tels que Gilles Servat, Bernard Lavilliers, Gilles Elbaz et d'autres, et le théâtre... Le grand prix de l'humour noir viendra le récompenser en 1984.

À l'origine du festival du verbe et de la création, qu'il anime durant une dizaine d'années en région parisienne,

Salut camarade !

« Depuis que j'ai cessé de boire, je ne parle plus avec les morts et ma vie devient un désert. » (Théophile, *Petites nouvelles du front qui plisse mais ne se rompt pas*, 1992)

Il aurait fait du micro-trottoir au bord de la mer comme au sommet de l'Everest. Tant chaque signe, chaque son lui faisait aussitôt battre la paupière et dresser l'oreille. Ainsi chansons, littérature, poésie, théâtre, peinture... durant plus de dix ans au micro de Radio libertaire. Lundi, 16 heures. Théophile. Et « Les Chroniques de l'ozone », Emission pertinente, impertinente. Jamais infodée. Condition sine qua non. Voix de rogomme. Irréductible. Qui, authentique, fleurait bon l'opiniâtre, le fidèle, la gueule de loup, l'anarchie à la brume, au couteau, et les nuits blanches : l'amitié ! Qui, experte en déraison, avait roulé aussi. Cabarets. Livres. Disques. Grand prix de l'humour noir... Jusqu'à cet odieux silence du lundi 4 mai. Silence sans Dieu ni maître. Qui oserait en douter ? Vent de vide sur 89.4...

Jehan Van Langhenhoven

Tout va bien !

LA FRANCE REMPLIT les critères de Maastricht et va rentrer dans l'Euro. La croissance reprend ; la bourse bat tous les records. Et pourtant, les mouvements sociaux se multiplient et la répression s'intensifie :

- 8 octobre 1997 : Patrice Bardet, Christine Eme et une élue de Villeneuve d'Ascq sont condamnés pour avoir soutenu une personne qui devait être expulsée de son logement. Condamnés en appel à 2000 F d'amende avec sursis, ils se pouvaient en cassation ;

- novembre 1997 : Jacqueline Deltombe est condamnée pour avoir hébergé un ami sans-papier. Le mouvement des pétitions lancé par les cinéastes autour de son cas a cependant permis de lui éviter toute peine ;

- 6 janvier 1998 : 3 adhérents du Système d'Échange Local (le SEL, en Ariège) sont condamnés à 2 000 F d'amende avec sursis ;

- 7 janvier 1998 : au cours de l'évacuation de l'ASSEDIC du Port Fluvial à Lille, Christophe Fétat a été interpellé puis mis en examen pour « résistance avec violence » alors qu'il cherchait à porter assistance à un membre du comité chômeur CGT tombé à terre. Le procès, prévu le 26 février, a été reporté au 11 juin ;

- 22 janvier 1998 : lors d'une manifestation à Lille, Jacques Leclerc est poursuivi pour « outrage et violence à agent » ;

- 11 février 1998 : Daniel, Jean-Julien, Karim et Guillaume sont arrêtés lors d'un rassemblement devant le magasin Cash Converter à Paris (XI^e), réunissant 150 personnes et ayant pour objectif de dénoncer ces méthodes qui consistent à acheter aux plus démunis leurs biens à un prix dérisoire pour en tirer profit. A l'issue de leur procès initialement prévu le 26 février (ils subiront 15 jours de détention préventive) et reporté au 26 mars, ils sont condamnés à des peines comprises entre 4 et 7 mois avec sursis et à des travaux d'intérêt généraux de 120 à 180 heures. Ils font appel ;

- 11 février 1998 : lors d'une opération caddie d'un supermarché de Clermont-Ferrand, Yvan et Antonio sont interpellés. Le 24 mars, ils comparaissent devant le tribunal correctionnel pour « vol aggravé et recel » et seront condamnés à des peines de huit jours avec sursis et cinq ans de mise à l'épreuve.

- 6 mars 1998 : lors d'une manifestation contre le F.N. à Reims, deux militants se sont vu mis en examen pour « dégradation volontaire de véhicule de police » ;

- 16 mars 1998 : à l'occasion d'une action à Fournies, 2 militants C.G.T. sont arrêtés puis condamnés alors qu'ils portaient assistance à une personne qui allait être expulsée de son logement ;

- 16 et 18 mars 1998 : évacuation des églises Notre-Dame de la Gare et de Saint-Jean de Montmartre à Paris occupées par des sans-papiers. Au total, 115 arrestations. 57 personnes seront condamnées puis expulsées du territoire français !

- 28 et 29 mars 1998 : manifestation à l'aéroport de Roissy visant à s'opposer à l'expulsion de seize sans-papiers maliens. Les passagers se joignent à l'action des manifestants. Plusieurs dizaines d'arrestations dont celles de deux journalistes (*Libération* et *l'Humanité*).

On assiste donc à des condamnations qui ont toutes pour objectif d'intimider et de marginaliser les personnes et les mouvements.

Parallèlement aux procès, le gouvernement a tenté de discrediter le mouvement social en le qualifiant d'irresponsable, en l'accusant d'être manipulé par des extrémistes et, mieux encore, de faire le jeu du FN.

Le message est clair : au moment où la mondialisation de l'économie se structure autour de traités internationaux tels que l'AMI (Accord Multilatéral sur l'Investissement) et bientôt le NTM (*New Transatlantic Market*), les gouvernements entendent mettre au pas la population. Tous les moyens sont bons pour imposer de plus en plus de précarité.

Plus que jamais une riposte offensive et énergique à cette montée en puissance de la répression est vitale.

Les luttes doivent non seulement perdurer et s'amplifier mais aussi se fédérer entre elles pour permettre de construire une alternative à l'ultralibéralisme.

Concrètement, il s'agit d'organiser le soutien aux inculpés par tous les moyens :

- signature de pétitions ;
- organisation de rassemblements coordonnés au moment des procès sur tout le territoire ;
- circulation de l'information rapide et régulière (téléphone, fax, courrier électronique...);
- solidarité financière (frais médicaux, frais d'avocat, amendes, mandats pour les personnes incarcérées) ;
- etc.

En inculquant un chômeur, un sans-papiers, un sans-logis, un gréviste, c'est à nous tous qu'ils s'attaquent !

Comité de soutien à Christophe Fétat, c/o AC! Lille 70 bd Victor Hugo 59 Lille. Tél. : 03 20 52 56 42.

Pour connaître vos droits en cas de vérification d'identité, de garde à vue etc. à la suite de manifestations ou d'actions, écrire à l'association des Parents et amis de détenus pour obtenir le Guide de l'Arrêté. PADI, boîte postale 232, 75624 Cedex 13

La réduction du temps de travail sans concession

suite de la première page

sions, d'échanges et de réflexions nécessaires entre ces divers éléments sans vouloir forcément griller les étapes.

Quelles luttes pour la réduction du temps de travail ?

Pour l'heure, notre rôle est de contribuer à la définition de revendications de ruptures, de revendications radicales qui peuvent rencontrer un écho non négligeable au niveau des « bases » (là où nous sommes!).

Pour ce qui concerne plus particulièrement la réduction du temps de travail, il me semble que notre rôle est d'amener dans le débat et dans les luttes les éléments suivants :

- À travers la mise en place des 35 heures et la remise en cause, à cette occasion, des conventions collectives par le patronat c'est une critique radicale du paritarisme qu'il convient de dénoncer : ce qui signifie la relance des conceptions de lutte de classes.

- il faut poser la question de la RIT, non pas comme une solution économique contre le chômage (car, objectivement ce ne sont pas les 35 ou les 32 heures qui vont créer des emplois, le

mal étant beaucoup plus profond que cela) mais comme un élément essentiel d'une lutte pied à pied contre la classe dominante, comme un refus affirmé de l'exploitation du travail.

- Pour réduire le temps de travail, ce sont les entreprises, les banques, les puissances financières qui doivent payer, qui doivent tout payer. La question du « coût » de la réduction du temps de travail doit nous permettre de poser celle des inégalités. Ce n'est pas aux salariés de se serrer la ceinture, alors que les profits actuels de la bourgeoisie permettraient d'aller bien en-deçà des 32 heures de travail hebdomadaire, tout en améliorant le confort de vie de la plus grande majorité de la population.

Tandis que les réformateurs de la gauche bon teint veulent inciter les salariés les plus pauvres à s'opposer aux salariés les plus aisés, en faisant oublier les privilèges des véritables riches, nous devons au contraire tout faire pour reconstruire une solidarité de classe. Ce ne sont pas les travailleurs qui perçoivent des salaires de 10 000 ou 12 000 F (environ le salaire moyen) qui gagnent trop, ce sont évidemment tous les autres qui ne gagnent pas assez ! N'oublions pas les chiffres : en fait, en cas de partage égalitaire des richesses, c'est chaque travailleur qui disposerait d'un revenu au moins égal à 16 000 F ! (estimation faite à partir de données I.N.S.E.E. sur les revenus 1994). Cela sans compter le partage des patrimoines qui atteignent des chiffres astronomiques. Alors, assez de misérabilisme, et n'hésitons pas à rappeler la réalité de ces données, dissimulées par nos exploiters, méconnues, ignorées par le plus grand nombre des exploités !

- Il faut poser la R.T.T. comme étroitement liée à une remise en question de la finalité et de l'organisation du travail dans la société capitaliste. S'il ne s'agit pas de faire de « l'anti-progrès », de l'anti-production ou de l'anti-productivisme primaire, c'est toute une critique du travail salarié qu'il est indispensable de réanimer. Ensuite, la compétitivité, la concurrence, la rentabilité etc. bref, toutes ces exigences nébuleuses de la logique du marché, devrait (devant l'ampleur des dégâts actuels) nous aider à formuler une critique forte du principe même de l'économie de marché. Par conséquent, ce doit être l'occasion de réaffirmer l'idée autogestionnaire.

Régis
groupe Dejacque (Lyon)

PÉTITION

Non à la criminalisation du mouvement social

Mercredi 7 janvier, au cours de l'expulsion mouvementée de l'ASSEDIC du Port fluvial à Lille, Christophe Fétat a été interpellé puis mis en examen pour « résistance avec violence ».

Après Patrice Bardet, Christine Eme et une élue de Villeneuve-d'Ascq poursuivis pour avoir soutenu une personne qui devait être expulsée de son logement ;

Après Jacqueline Deltombe, poursuivie pour avoir hébergé un ami sans papier ;

Toute nouvelle inculpation signifierait qu'à son tour le gouvernement Jospin s'attaque en priorité à celles et ceux qui se mobilisent aux côtés des sans-emplois, des sans-logis, des sans-papiers.

Pour tous ceux et celles qui, comme nous, militent aux côtés des « sans », qui espérons que le gouvernement de gauche privilégierait le dialogue.

C'est une situation inacceptable !

Christophe Fétat qui devait passer en jugement le 26 février 1998 (son procès est reporté au 11 juin 1998) doit être relaxé.

Les chômeurs et les précaires qui se mobilisent depuis plusieurs mois ne comprendraient pas qu'il puisse en être autrement.

Premiers signataires : AC! Lille, C.G.T. chômeurs Lille, UJS CFDT Lille et environs, FSU, SNUIPP, SUD, CNT AIT, UNEF, Fédération anarchiste, Comité anti-expulsion de Villeneuve-d'Ascq, Soutien aux sans-papiers, Comité des sans-papiers 59, Ligue des droits de l'Homme, OAT, GIRE, L.C.R., Gauche révolutionnaire, MRAP, PADAC, Atelier populaire d'urbanisme Lille, DAL, DARD, Alternative Libertaire Belgique, Journal C4 Liège, groupe Le Noir lombric Peruweltz, Groupe antiautoritaire Tournai, etc.

Attention : Cette pétition doit être tirée sur papier et être retournée à l'adresse suivante : AC! Lille, 70 bd Victor Hugo, 59000 Lille. Ne pas envoyer sous forme de pétition électronique. Merci de diffuser le texte « Tout va bien » et la pétition le plus largement possible.

• A G E N D A vendredi 22 mai

ANGERS : Le groupe de la F.A. organise une réunion publique sur **Mai 68 : l'inspiration libertaire et le mouvement social** avec Jean-Pierre Duteuil, cofondateur du Mouvement du 22 mars à 20 h 30 à « L'Étincelle », 26, rue Maillé.

samedi 23 mai

ARGENTEUIL (95) : Les amis de Pierre Kropotkine invitent à une conférence-débat avec le groupe Malatesta de la Fédération anarchiste sur le thème « **Du féminisme** » à 18 heures, salle Ambroise Croizat, 21, rue Defresne-Bast.

SAINT-ETIENNE : Le **débat public sur l'immigration** prévu est reporté à une date ultérieure.

SPA (BELGIQUE) : 5^e Camp'anar. Au programme : 14 heures : Débat : 30 ans après Mai 68, comment organiser le mouvement libertaire en Belgique francophone ; 19 heures : Repas et... fiesta. Une inscription préalable est indispensable pour éviter les gaspils et... obtenir l'adresse.... Participation aux frais : 250 FB ou 50 FF. Réservation (urgence) par fax au 02/649.40.46 ou par e-mail : roger.noel@skynet.be

mardi 26 mai

SAINT-ETIENNE : Le groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise co-organise avec les Amis du Bon Cinéma une soirée de soutien aux sans-papiers, au cinéma Le France, à 20 h 30 ; à l'issue de la projection du film **Putain de rue** (sur des sans-papiers à Barcelone), débat avec Didier Haudepin (producteur du film, et co-signataire de la pétition des cinéastes contre la loi Chevènement), un représentant de la Coordination nationale des sans-papiers et un représentant du Comité stéphanois de soutien aux sans-papiers ainsi que du groupe Makhno.

lundi 1er juin

PARIS : Des débats sur l'esprit de défense, l'objection à l'impôt militaire, etc. sont organisés (APOC, COT, CLOC, CNT, MOC, RIRE) dans le cadre d'une **campagne anti-Satory** à partir de 13 heures. à la maison des ensembles, 3-5 rue d'Aligre (12^e).

mardi 2 juin

LE BOURGET (93) : Manifestation à partir de 8 h 30 devant l'entrée du salon du crime organisée (APOC, COT, CLOC, CNT, MOC, RIRE) dans le cadre d'une **campagne anti-Satory** à partir de 13 heures. à la maison des ensembles, 3-5 rue d'Aligre (12^e).